

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Transition énergétique : optimiser les ressources locales pour le développement économique

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

Le sommet sur le pétrole, le gaz et la transition énergétique a connu son épilogue hier à Libreville. Ce rendez-vous international entièrement consacré à valoriser les ressources énergétiques du Gabon, a eu pour principale recommandation, la mise en

valeur du potentiel gazier dans la diversification de l'économie nationale.

En présence de la ministre de la Promotion des investissements, Carmen Ndaot, et du ministre des Travaux publics et des équipements, Léon Armel Bounda Balonzi, ce sommet s'est focalisé sur les activités du secteur des hydrocarbures du pays. Un accent particulier a été mis sur l'accélération de la valorisation

de la ressource gazière et les récents développements sur le contenu local. "C'est une thématique importante inscrite dans le Plan d'accélération de la transformation (PAT), et le chef de l'État dans sa politique économique, voudrait que tous les Gabonais participent à ce secteur d'activité pour booster notre PIB et faire en sorte que ces derniers s'approprient leurs propres ressources", a souligné Léon Armel Bounda Balonzi.

De son côté, le chef du projet Task force stratégie gazière, Yann Livilubutt Yangari, a indiqué que le sommet a pu aborder les différents thèmes qui concernent cette transition énergétique. "La première journée, a-t-il dit, a consisté à étudier les moyens de financement de cette transition. La deuxième était



Photo: H.N.M

Une vue des participants lors de la clôture des travaux.

axée sur l'exploitation du gaz et la réduction du gaz torché en l'utilisant dans la fourniture de l'électricité dans les zones rurales".

Et Livilubutt Yangari de poursuivre: "Pour cette clôture, nous avons abordé des questions restreintes sur le rôle des entreprises locales dans la chaîne économique, et c'est ce qui est

mis en œuvre dans le nouveau décret adopté en Conseil des ministres. Il était important pour l'administration et les opérateurs économiques de se retrouver autour d'une même table pour débattre de cette question et étudier les pistes de solutions pour arriver à matérialiser cette transition énergétique".

Secteur des assurances : vers un réseau gabonais des parlementaires



Photo: GMNN

AEE
Libreville/Gabon

UNE délégation du réseau camerounais des parlementaires pour la promotion des assurances et des banques, en visite dans notre pays depuis quelques jours, s'est entretenue tour à tour avec le secrétaire général de la Cima et les instances de la Fédération gabonaise des sociétés d'assurance (Fegasa). L'objectif était non seulement d'examiner la mise en place d'un réseau des parlementaires banques assurances au Gabon et dans l'ensemble des 14 États membres de la Conférence interafricaine des marchés d'assurance (Cima), mais aussi de discuter sur l'évolution du marché des assurances en zone Cima.

Pour le chef de la délégation camerounaise, Benilde Djeumeni, il est surtout important pour les parlementaires camerounais d'ex-

plorer les opportunités urgentes, de développer une synergie utile en vue de l'amélioration du taux de pénétration dans l'espace Cima. "En tant que parlementaires, nous ne devons plus seulement légiférer, nous devons mettre des actions à contribution auprès des opérationnalistes et, ensemble, nous détecterons les vides juridiques pour les combler au Parlement, à travers des lois bien ficelées et bien comprises", a souligné le chef de délégation. Pour le président de la Fegasa, Andrew Gwodog, cet exemple camerounais permet de donner à la loi, tout le caractère légitime au-delà du caractère légal. "Si le Gabon met en place ce réseau pour la promotion des assurances et des banques au sein de ces différentes Chambres du Parlement, il va pouvoir accompagner la compréhension des différents usagers, mais également permettre le développement de notre secteur."

Challenge startuper : 15 millions de francs pour chaque lauréat

GM.NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

TotalEnergies est décidé à poursuivre sa volonté d'accompagner les jeunes entrepreneurs et entrepreneuses du continent africain. L'entreprise pétrolière a lancé hier, à son siège de Libreville, la 3e édition de son Challenge startuper. Ce concours, qui se déroulera dans 32 pays, permettra aux porteurs de projet de création d'entreprise, ou à ceux qui possèdent une start-up depuis 3 ans, de confronter leurs idées. Chacun des 3 vainqueurs sélectionnés percevra une somme de 15 millions de francs. Une enveloppe importante et capable de faire décoller les projets sélectionnés. Pour Stéphane Bassene, le directeur général de Total Gabon, "c'est une véritable volonté d'être

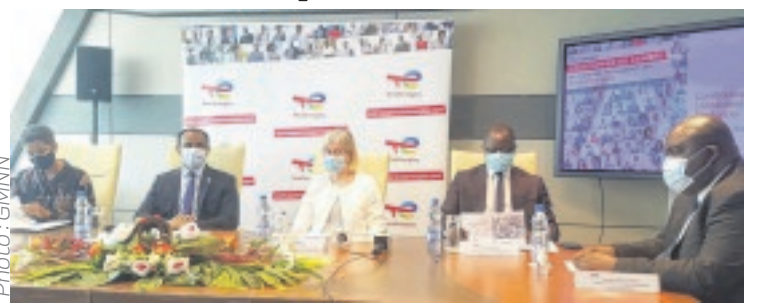


Photo: GMNN

Les candidats au challenge devront faire preuve d'innovation.

une entreprise citoyenne qui a la responsabilité de contribuer au développement des pays dans lesquels nous sommes, pas seulement en faisant notre métier, mais également en encourageant les jeunes et en particulier les jeunes femmes à contribuer positivement au tissu économique local..."

Les inscriptions à ce grand challenge débutent le 4 novembre prochain. La liste des participants sera close le 24 décembre à minuit. Trois critères sont exigés à chaque

candidat : avoir entre 18 et 35 ans, être de nationalité gabonaise, avoir soit un projet de création d'entreprise, soit une start-up ayant au moins 3 ans. Les participants devront remplir un formulaire disponible sur le site internet : startupper.totalenergies.com.

Les membres du jury devront, quant à eux, sélectionner les projets d'entreprises qui feront preuve d'innovation, avec des caractères liés aux Objectifs de développement durable de l'Organisation des Nations unies.